



INTERNATIONAL CENTRE FOR  
TRADE AND SUSTAINABLE  
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

# Passerelles

## Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Juillet 2004

Volume 3, Numéro 6

### LIGNE DE FOND \_\_\_\_\_ 1

Négociations à l'OMC : Les Membres parviennent à un Accord-Cadre, mais la suite promet d'être difficile \_\_\_\_ 1

Agriculture : Des promesses ambitieuses qui dégèlent les négociations globales \_\_\_\_\_ 4

Le Coton versé dans les négociations sur l'agriculture en dépit des réticences africaines \_\_\_\_\_ 7

### SUR LE FIL \_\_\_\_\_ 10

L'UE va vers une réforme de son Système de Préférences Généralisées - SPG \_\_\_\_\_ 10

L'AGOA III officiellement lancée, les PMA bénéficient du " third country fabric " pour trois ans encore \_\_\_\_ 11

UE/ACP : La SADC entame ses négociations avec l'Union Européenne en vue d'un APE \_\_\_\_\_ 12

### EVENEMENTS \_\_\_\_\_ 13

### PUBLICATIONS \_\_\_\_\_ 13

### LIGNE DE FOND

#### **Négociations à l'OMC : Les Membres parviennent à un Accord-Cadre, mais la suite promet d'être difficile**

Les Membres de l'OMC ont finalement trouvé un Accord qui fixe le Cadre des négociations commerciales pour le Cycle de Doha. Trois années de discussions sans relâche ont été nécessaires pour donner un nouveau souffle à la réglementation des échanges internationaux et garder l'espoir d'un compromis sur des modalités plus pratiques pour les échéances à venir.

Depuis le début du mois de Juillet, les négociations se sont emballées, aussi bien dans les enceintes officielles que dans des cadres informelles de discussions. Le 16 Juillet, le directeur général de l'OMC, Supachai Panitchpakdi et le président du Conseil Général, Shotaro Oshima, avaient mis en distribution un premier projet de Texte cadre sur les négociations commerciales du Cycle de Doha. A la suite de la publication du texte, les Membres se sont réunis dans un certain nombre d'enceintes : une réunion des chefs de délégation convoquée par Supachai les 19 et 20 juillet, des réunions informelles sur l'agriculture et sur l'accès aux marchés industriels le 20 juillet, et une vidéo conférence entre les Membres du groupe des Cinq parties intéressées - Etats-Unis, UE, Australie, Brésil et Inde. Le G-20 composé de grands pays en développement comprenant entre autres le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du sud, s'est également réuni le 20 juillet. Les réactions des Membres ont paru un peu mitigé face à cette première tentative d'aboutir à un consensus. Si la plupart ont considéré que le Projet de Cadre constituait un

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe  
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

consensus minimum pour aller de l'avant, plusieurs pays ont par contre averti que le texte était complexe et ont déclaré avoir besoin de temps pour consulter leurs capitales. Des déséquilibres subsistaient et une prise en compte plus forte des questions de développement était suggérée par les pays en développement. Des divergences persistantes sur l'agriculture et sur l'accès aux marchés des produits industriels ne permettaient pas d'envisager sérieusement la signature d'un accord pour le 31 Juillet.

C'est dans ce contexte plein d'incertitudes que l'OMC publia, le 30 Juillet, un second Draft sensiblement peu différent du premier, mais qui finira par aboutir à l'accord " historique " du 31 Juillet. Cette version du 30 Juillet semblait satisfaire les demandes des pays développés pour un plus grands accès de leurs produits industriels aux marchés des pays en développement qui, de leur côté, semblaient se satisfaire de la fin annoncée des subventions sur l'agriculture.

Au cours d'une séance marathon, les Membres de l'OMC ont finalement abouti à un Accord-Cadre. Le Compromis du 31 Juillet va remettre le Cycle de Doha sur les rails. La fin de cette année 2004 n'est plus une échéance crédible pour la conclusion du cycle, mais l'espoir d'arriver à des modalités pratiques et efficaces d'ici la conférence ministérielle de l'OMC en décembre 2005 va être l'élément moteur des négociations dès la rentrée prochaine. C'est ce qui explique l'optimisme du Directeur Général de l'OMC, Supachai Panitchpakdi, quand il déclare : "Aujourd'hui, le multilatéralisme a remporté un petit triomphe". "Le jour où nous conclurons le cycle de Doha sera un triomphe majeur". "C'est un moment historique pour notre organisation".

#### **Consensus pour le lancement des négociations sur la facilitation des échanges**

Dès la publication du Draft du 16 Juillet incluant la facilitation des échanges dans les prochaines négociations, des pays en développement s'étaient prononcés sur les mesures d'accompagnement idoines. Depuis quelques mois, un compromis se profilait pour la désagrégation des thèmes de

Singapour au point que l'inclusion de la facilitation des échanges dans les négociations ne faisait que cristalliser un consensus déjà acquis. Dans la première quinzaine du mois de Juillet, les Membres du G90 réunis à Maurice l'avaient accepté formellement même si certaines conditions avaient été précisées. Il s'agissait d'une part de la prise en compte des préoccupations des pays en développement et d'autre part de la condition que l'accord-cadre présente un équilibre satisfaisant.

Pour le G90, l'idée d'équilibre satisfaisant s'entend d'une exemption à des engagement de réduction sur l'agriculture et l'ANMA en faveur de ses membres, des engagements sur les préférences commerciales, d'une solution satisfaisante sur le coton et des engagement clairs sur le traitement spécial et différencié. En clair, l'engagement de négocier sur ce terrain est une concession qui exige une contrepartie à trouver dans les autres domaines de négociations. Maintenant que l'accord est accepté, il reste à s'interroger sur les critères d'évaluation de l'équilibre global qui était recherché. Aussi, l'exigence d'un consensus explicite brandie semble prise en compte dans le texte de l'accord. Mais entre la publication du premier Draft et la conclusion de l'accord, on peut se demander quelle a été la procédure décisionnelle adoptée qui renverrait à un consensus explicite et qui aurait agréé les parties intéressées.

Dans le texte de l'Accord-Cadre du 31 Juillet, le Conseil Général décide, par Consensus explicite, de commencer des négociations sur la facilitation des échanges. Les trois autres thèmes de Singapour - investissement, concurrence, marchés publics - seront laissés en dehors de la Série de négociations de Doha. Les modalités de négociation sur la facilitation des échanges sont incluses dans l'Annexe D qui énonce la nécessité de l'assistance technique, du renforcement des capacités et du traitement spécial et différencié pour les pays en développement. A cet égard, les futures négociations partent du principe que le traitement spécial et différencié devrait aller au delà de l'octroi des périodes de transitions traditionnelles pour la mise en œuvre des engagements. Le feu vert obtenu dans ce domaine pour lancer des

négociations résulte d'une prise de conscience générale de la nécessité de prévisibilité et de transparence dans le commerce. Mais la bonne volonté des pays en développement trouve des obstacles dans leur déficit de moyens infrastructurels pour une mise en œuvre d'éventuels engagements. Les pays développés ont accepté de consentir des efforts supplémentaires en termes d'assistance technique pour faciliter la mise à niveau et accélérer en conséquence le mouvement, la main levée et le dédouanement des marchandises, y compris les marchandises en transit.

En règle générale, les pays en développement estiment qu'un travail de clarification doit se poursuivre dans la phase de négociation des modalités, et s'étendre à une prise en compte permanente des implications potentielles d'un cadre multilatéral sur la facilitation des échanges, à une détermination des coûts de la mise en œuvre des nouvelles règles. Il faudra aussi résoudre la question de savoir comment et qui va assumer ce coût et celle d'avoir des éclaircissements sur l'applicabilité du mécanisme de règlement des différends et de savoir si les nouvelles règles seront contraignantes ou pas.

Le compromis sur la facilitation des échanges répond, sous certains aspects, aux préoccupations du Groupe africain à Genève. Celui-ci avait déclaré que les autres thèmes de Singapour devraient être retirés non seulement de la Série de négociations de Doha, mais de l'ensemble du programme de travail de l'OMC. Le groupe avait mis en garde contre le traitement rapide de la facilitation des échanges, en appelant à des décisions claires en premier lieu sur des questions telles que l'assistance technique.

### **Accès aux marchés pour les produits non agricoles**

Sur les deux Drafts des 16 et 30 Juillet, l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles est présenté sous la forme du projet négocié mais jamais adopté à Cancun - ce que l'on appelle le texte de Derbez - comme 'plate-forme pour une négociation plus poussée'. Selon le président du groupe de travail sur l'accès aux marchés pour les

produits industriels, Stefan Johannesson, le texte restait sous forme d'Annexe parce que des négociations réelles n'avaient jamais démarré sur l'accès aux marchés pour les produits industriels. Stefan Johannesson avait envoyé une lettre à Supachai et au président Oshima, le 9 juillet, pour transmettre le texte de Derbez et identifier les domaines de préoccupation.

Lors de la réunion des chefs de délégation des 19 et 20 juillet, s'exprimant au nom du Groupe africain, le Nigeria avait déclaré que le Groupe ne pouvait accepter le texte de Derbez comme base des négociations et avait demandé des clarifications sur le statut juridique du texte, notamment sur la lettre du président Johannesson. Adoptant la même posture, les Membres du G90 avaient estimé que le texte de Derbez et ses annexes relatives à l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (NAMA) sont en contradiction avec le principe de "réciprocité qui ne soit pas totale" énoncé dans la Déclaration ministérielle de Doha et, de ce fait, aggravent la crise de désindustrialisation et accentuent le chômage et la pauvreté dans les pays en développement.

L'Accord-Cadre du 31 Juillet reprend le texte de Derbez, mais en faisant un effort d'adaptation pour tenir compte des demandes des pays en développement. L'illustration la plus parfaite est la réintroduction du "principe de réciprocité qui ne soit pas totale" au paragraphe 2 de l'Annexe pertinente, et qui était l'une des revendications phares des pays en développement. Le cadre met en avant la nécessité de négociations additionnelles pour fixer les détails spécifiques de certains de ses éléments qui ont trait à la formule tarifaire à adopter, aux questions concernant le traitement des droits de douane non consolidés, à la question de la participation à la composante tarifaire sectorielle, aux préférences et aux flexibilités des pays en développement. A cet égard, des périodes de mise en œuvre plus longues sont aménagées, de même qu'une exemption générale d'application de la formule tarifaire est décidée pour les PMA. La formule en question concerne la parade trouvée pour atteindre l'objectif final de réduction des

droits de douane, de réduction ou d'élimination des crêtes tarifaires, des droits élevés et de la progressivité des droits. La gamme de produits visés sera complète et sans exclusion à priori. Cette disposition pourrait poser un problème de principe et de cohérence des négociations dans leur ensemble. Elle postule, en dépit des flexibilités accordées aux pays en développement et aux PMA, une interdiction de principe de toute tentative de protéger une production nationale, quelques soient ses conséquences sociales ou économiques sur le pays. Cela conforte les pays pauvres dans leurs réticences d'exposer leurs industries nationales dans une compétition internationale dont les règles ne seraient pas modulables en fonction d'intérêts nationaux légitimes.

Cet accord scelle le cadre d'une ouverture tous azimuts des marchés des produits industriels et satisfait ainsi une vieille revendication des pays développés. Cela a même pu constituer une condition importante pour consentir à des concessions dans le domaine agricole.

#### **Les questions de développement laissées en rade**

Le Texte cadre spécifie que tous les pays en développement bénéficieront d'un traitement spécial et différencié. Il énonce également que les préoccupations spécifiques des pays dépendants de préférences et tributaires de produits de base et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires devraient être prises en compte, de même que les préoccupations des petits pays en développement vulnérables, " sans créer de sous-catégorie de Membres." En outre, il donne pour instruction à la session spéciale du Comité du commerce et du développement de transmettre au Conseil général des recommandations sur des propositions propres à des accords et d'examiner tous les autres travaux en cours, y compris les questions transversales. Les dates limites sont à négocier.

Un certain nombre de pays en développement ont fait part de leur préoccupation concernant le traitement des questions de développement dans le texte. Imité par d'autres pays latino-américains et certains pays asiatiques, le Brésil continue à

s'opposer à une différenciation entre pays en développement et a appelé à une concentration plus forte sur le fond. Le Groupe africain reste préoccupé par l'absence de progrès dans le domaine et a estimé, plus généralement, que l'accord manque d'ambition. Le Groupe souhaitait une feuille de route claire et un processus accéléré sur le traitement spécial et différencié et aurait souhaité l'inclusion dans le texte de questions telles que les produits de base, la protection de la propriété intellectuelle et la santé publique.

Globalement, le texte réaffirme les déclarations générales sous formes d'objectifs contenues dans la Déclaration de Doha. Il s'agit de travailler à rendre les dispositions de traitement spécial et différencié plus effectives, plus précises et plus opérationnelles.

#### **En perspectives....**

Après le marathon qui a abouti à l'Accord-Cadre du 31 Juillet, il est apparu que l'échéance du 31 Décembre 2004 pour la fin du cycle de Doha n'est plus de mise. Les Membres devront travailler davantage pour parvenir à des résultats concrets d'ici à la prochaine conférence ministérielle de l'OMC fixée en décembre 2005 à Hong Kong. La date de mai 2005 a été fixée pour de nouvelles offres révisées sur les services, celle de juillet 2005 pour le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et les délais de mise en oeuvre des accords du cycle d'Uruguay.

Sources: Notes ICTSD - AFP - Figaro - 24 Heures-Reuters

---

### **Agriculture : Des promesses ambitieuses qui dégèlent les négociations globales**

Les négociations agricoles à l'OMC sont de nouveau sur les rails. Le compromis obtenu sur le volet agricole semble avoir été l'élément moteur de

la décripation du processus dans l'impasse depuis l'échec de Cancun. L'étendue des divergences et la radicalisation des positions des Membres sur les trois piliers de l'agriculture étaient telle que l'incertitude et le suspens ont duré jusqu'au bout de ces pourparlers marathon. A bout du compte l'OMC a obtenu son accord et réussi à effacer partiellement l'échec historique de Cancun. Un accord qui, pour la première fois, prévoit d'ouvrir des négociations aux fins de fixer une date limite pour la suppression des subventions à l'exportation des pays du Nord et la baisse des autres formes de soutien ayant des effets de distorsion sur les échanges mondiaux de produits agricoles. C'est cette promesse qui, entre autres, a amené les pays en développement à lâcher du lest sur la facilitation des échanges et à réintroduire le coton dans l'agriculture. Il appartient désormais à l'OMC de veiller au respect des engagements des pays développés pour la réduction de leurs différentes formes de soutien.

#### **Soutien interne : L'article 6.5 de l'Accord sur l'Agriculture en voie de modification**

L'accord prévoit la diminution des mesures de soutien interne via une réduction de la clause "de minimis" qui permet à un pays (en l'occurrence les Etats-Unis) de verser jusqu'à 5% de la valeur de sa production agricole totale en aides aux agriculteurs sur différents produits. Les aides qui faussent les échanges seront "réduites substantiellement", tandis que les aides liées à des limitations de production seront plafonnées à 5% de la production agricole.

Les paiements au titre de la Catégorie bleue sont en voie de modification aux termes de l'Accord. Celle-ci pourrait permettre aux Membres d'avoir recours à des versements directs au titre de programmes de limitation de la production ; et à des versements directs non liés à la production courante. Ces possibilités sont toutefois assorties de critères détaillés pour leur mise en œuvre. Ces critères feront en sorte que les versements de la Catégorie bleue aient moins d'effets de distorsion sur les échanges que les mesures entrant dans la MGS, étant entendu que tous nouveaux critères devraient prendre en compte l'équilibre des droits

et des obligations dans le cadre de l'OMC et qu'aucun nouveau critère à convenir ultérieurement n'aura l'effet pervers d'annuler les réformes en cours. Cette proposition de modification a pu être interprétée comme tenant en compte le souci des Etats-Unis de voir ses règles modifiées pour lui permettre de notifier ses paiements contracycliques aux fins de la US Farm Act 2002 en tant que mesures de la Catégorie bleue. Avec le cadre actuel, de tels versements pourront être inclus dans la Catégorie bleue tant qu'ils " ne sont pas liés à la production en cours ". Cette disposition a fait dire à certains observateurs que l'Accord introduit des échappatoires dangereuses pour les USA sur les subventions. En outre, durant la période de mise en œuvre, les niveaux de la Catégorie bleue seraient réduits en-dessous d'un plafond à convenir. Toutefois, il ne serait pas demandé aux Membres ayant des niveaux particulièrement élevés dans la Catégorie bleue de procéder à " une réduction totalement disproportionnée ".

Pour ce qui est de la Catégorie verte, l'Annexe A prévoit le réexamen de ses critères pour garantir que les mesures dans cette Catégorie aient réellement des effets de distorsion tout au plus minimaux des échanges. Ses " concepts et principes de base et son efficacité " seraient préservés et les préoccupations autres que d'ordre commercial seraient prises en compte. La transparence des nouveaux programmes de la Catégorie verte serait renforcée, entre autres, à travers des engagements visant à notifier les nouveaux programmes de la Catégorie verte totalement et de manière ponctuelle.

#### **Subventions à l'exportation : Le début de la fin !**

L'Accord spécifie clairement que toutes les formes de subventions à l'exportation doivent être éliminées en parallèle et que des disciplines sur toutes les mesures d'exportation doivent être mises en place, avec un effet équivalent, d'ici une " date butoir crédible ". Ceci comprendrait les subventions à l'exportation, les éléments qui faussent les échanges dans les crédits à l'exportation et les programmes d'assurance, les pratiques des entreprises publiques de commercialisation qui faussent les échanges et

l'aide alimentaire utilisée comme mécanisme d'écoulement des excédents, menant à des pertes de marchés.

Ainsi, à la satisfaction des pays en développement, les trois dispositifs de soutien aux agriculteurs du Nord seront réformés: les subventions à l'exportation (employées surtout par l'Union européenne), les crédits à l'exportation (utilisés surtout par les Etats-Unis), et les monopoles d'exportation des entreprises commerciales d'Etat (comme les commissions du blé au Canada ou en Australie).

#### **Accès aux marchés : Les PMA exemptés de réduction ; les produits sensibles sur la table de négociation**

L'Accord propose une formule " à niveaux multiples " ou " formule étagée " pour la réduction des droits de douane.. Cette approche impliquerait que les droits de douane seraient divisés en différents groupes selon leur niveau respectif de droits consolidés. Les PMA seraient exclus de tout engagement de réduction tarifaire. Les réductions se feraient à partir des taux consolidés, les droits plus élevés enregistrant des réductions plus fortes que les droits moins élevés. Notamment, le nombre de groupes, les seuils pour la définition des groupes ainsi que le type de méthodologie de réduction - par exemple le recours à la formule suisse ou à celle du Cycle d'Uruguay - feraient l'objet de négociations pour des modalités après juillet. En outre, selon le cadre, la question de la fixation d'un plafond tarifaire global, dans une formule étagée, avec un traitement distinct pour les produits sensibles, nécessite une évaluation plus poussée.

Concernant les produits dits 'sensibles' - les produits que des importateurs nets de produits agricoles de l'UE et du G-10 tels que la Suisse et le Japon souhaiteraient soustraire à des réductions tarifaires substantielles - le texte propose que les Membres désignent un nombre approprié, à négocier, de lignes tarifaires à traiter comme sensibles, compte tenu des engagements existant pour ces produits. Cette disposition permet à certains pays du Nord de maintenir des droits de douanes élevés sur certains produits comme le riz

au Japon, le lait, le sucre et la viande bovine en Europe.

#### **Des réactions mitigées sur un Accord pour le moins " ambigu "**

Si les pays en développement sont globalement satisfaits du principe de réduction/élimination des subventions à l'exportation, le doute plane encore quand à la diligence qui sera apportée à la mise en place des modalités et à la mise en œuvre finale de cette décision. Ainsi, si Pour Makanfing Konaté, secrétaire à la communication de l'ONG Jubilé 2000/CAD-Mali (Coalition africaine des alternatives pour la dette et le développement), "l'accord de Genève est la reconnaissance d'une injustice dont les pays en développement sont victimes et le couronnement des combats menés depuis longtemps par les mouvements sociaux", son compatriote, Cheick Oumar Tall, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali, se montre plus prudent en déclarant que s'il se "réjouit de l'accord intervenu à Genève", qui est selon lui "l'aboutissement d'une longue lutte, tout en craignant que ça ne soit un mirage en l'absence d'un calendrier précis de mise en oeuvre". En effet, le texte fait référence à une " date crédible " à déterminer ; ce qui dans le langage du ministre français de l'Agriculture, Hervé Gaymard, n'est pas envisageable à court terme : " Concernant les subventions à l'export, "le sujet de négociation à partir de cet automne et jusqu'en décembre 2005 sera le rythme de démantèlement" et "je pense que le rythme sera vraisemblablement un horizon 2015 ou 2017, ce qui nous laissera le temps de nous retourner" a-t-il déclaré.

Au delà du calendrier qui inquiète, certains leaders paysans n'approuvent pas les termes même du compromis. Ainsi, José Bové l'ancien porte-parole de la Confédération Paysanne française déclare: "On est loin du compte d'un rééquilibrage" avec les pays du sud; "c'est un marché de dupe car le jeu reste entre les mains des Etats-Unis et de l'Union européenne". "On pourrait se féliciter de l'accord sur la suppression des subventions aux exportations, mais ça ne suffit pas à rééquilibrer les

échanges. Tant que l'Union européenne continuera à exporter vers des pays tiers des matières premières comme le lait, les céréales ou la viande bovine avec une production soutenue, cela reste une politique de subventions". "Il faut faire reconnaître les droits des pays contre le dumping et rendre les barrières douanières nécessaires". "J'ai peur d'un piège catastrophique pour les pays en développement. Les pays africains n'ont pas vu les dangers de ce projet d'accord".

Par ailleurs, les réductions importantes des droits de douane pour faciliter les conditions d'accès aux marchés ne seront pas forcément avantageux pour les pays africains qui disposent déjà d'un accès préférentiel important. Comme le souligne Peter Draper, chercheur associé à l'Institute for International Affairs en Afrique du Sud, ces accès privilégiés perdront de leur attrait si des tarifs douaniers bas sont accordés à tout le monde. A l'appui de son argumentaire, il souligne que "Le groupe africain est depuis le début sur une position défensive. Sa principale préoccupation est de maintenir un accès (préférentiel) aux marchés de l'Union européenne, en particulier, mais aussi aux Etats-Unis", avant d'ajouter que "le grand résultat de ces négociations de l'OMC sera de réduire les tarifs douaniers. Avec la chute de ces barrières, la marge de préférence sera réduite, rendant les producteurs africains moins compétitifs sur ces marchés-là".

Sources: Notes ICTSD - AFP - Figaro - 24 Heures  
- Reuters - L'Intelligent

---

### **Le Coton versé dans les négociations sur l'agriculture en dépit des réticences africaines**

Les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre soutenus par leurs alliés du G90 sont repartis de Genève avec la promesse que leur combat contre les subventions américaines au coton bénéficiera d'une attention toute particulière de la part de

l'OMC. Après plus de 20 heures de négociation entre les africains et les américains, précédées d'une visite d'une semaine de hauts responsables africains aux Etats-Unis, quelques jours seulement avant le Conseil Général de l'OMC, le résultat est que le coton reste dans l'agriculture et les Etats-Unis font la promesse de supprimer leurs subventions sur le coton, sans prendre aucun engagement ni sur les dates ni sur les chiffres.

Le coton sera donc abordé, selon le texte, comme une partie intégrante des négociations agricoles, mais de manière ambitieuse, rapide et spécifique. Ceci pourrait être réalisé à travers des réductions et un plafonnement effectif des subventions par produit, des engagements de réduction significatifs par ligne tarifaire et l'élimination des éléments qui faussent les échanges dans les instruments de la concurrence à l'exportation, telles que les subventions à l'exportation.

L'Accord-Cadre du 31 Juillet apportent deux innovations. A l'issue de consultations avec les pays africains auteurs de l'Initiative, les Etats Unis ont accepté de reconnaître le caractère spécifique du coton dans les négociations sur l'agriculture. Cela signifie que le dossier pourrait être traité avec un minimum d'attention, avec un statut à mi-chemin entre le statut spécial demandé dans l'Initiative sectorielle et l'inclusion sans autre forme dans les négociations sur l'agriculture. Ensuite, le texte prévoit la création d'un sous-comité du coton qui se réunira périodiquement. Celui ci sera sous la coupole de la Session spéciale du Comité de l'Agriculture qui veillera à donner le degré approprié de priorité à cette question, indépendamment d'autres initiatives sectorielles.

Lors de leur réunion tenue il y a juste 3 semaines à Maurice, les pays Membres du G90 avaient réaffirmé que le dossier coton restait une question vitale qui appelait un règlement urgent. A cet égard, ils avaient insisté sur la nécessité de l'aborder en tant que question distincte et séparée et non pas dans le cadre des négociations globales sur l'agriculture.

**" Mettre le coton dans le train qui bouge "**



Pascal Lamy avait averti les PMA lors de leur réunion des 4 et 5 mai dernier à Dakar : " Si vous voulez que votre dossier coton avance, mettez le dans le train agriculture dont on est sûr qu'il va démarrer ". Une proposition reprise lors d'une réunion du Conseil Général du 15 Juin. Elle est fondée sur une négation du caractère d'urgence lié au traitement du dossier invoqué par les pays africains, eu égard aux conséquences économiques et sociales de la crise au niveau de la sous-région. L'urgence justifiait encore une réaction rapide de la Communauté internationale à Cancun. Mais dès lors que l'échec y a été constaté, que la pression des médias et de la société civile est retombée et que les prix du cours du coton ont se sont un peu relevés vers la fin de l'année dernière, les pays développés ne voyaient plus la nécessité d'accorder au coton ce statut spécial qui lui permettrait d'être traité de façon autonome. Il s'y ajoute que la campagne politique lancée pour la défense du coton a suscité une véritable solidarité qui a masqué la velléité de plusieurs pays en développement de faire aussi du produit le plus stratégique de leur agriculture, un produit spécial au même titre que le coton, et en tirer des gains commerciaux évidents. Malgré donc les consensus politiques dont la dernière en date est la déclaration de la réunion du G90 à Maurice, certains pays en développements ont fini par se " lasser ", et ont renoncé à accompagner les quatre pays signataires de l'Initiative au bout de leur revendication. L'insertion du coton dans les négociations sur l'agriculture se présente ainsi comme une concession réaliste.

En outre, la partie sur le fond de l'Accord-Cadre énonce que les Membres tenteront d'œuvrer en vue de renforcer la cohérence entre les aspects Commerce et Développement de la question du coton, par exemple en favorisant la coopération entre le Secrétariat de l'OMC et la communauté du développement. Cette position avait connu un début de mise en oeuvre avec l'assentiment des africains depuis la conférence de Cotonou de Mars dernier. Elle a pour ambition d'amender le système commercial et l'OMC en récusant sa compétence dans certains domaines. Si on en est arrivé à un

agenda et à des solutions exclusivement liés au Développement, c'est parce qu'il y a un souci des pays africains de ne pas casser le système OMC. La solution qui a consisté à formuler une demande d'indemnisation dans l'Initiative sur le coton est certes originale, mais elle n'est pas prévue par le système commercial, en tout cas pas sous sa forme actuelle. Il est finalement apparu qu'insister sur cette demande pourrait aboutir à une impasse. Soit l'OMC ne pourrait pas y déférer, soit une réponse positive constituerait un précédent qui, à force d'être usité, exploserait le système. Les pays africains ont abouti de leur côté à la conclusion qu'il fallait accepter quelque chose pour que la filière ne meurt pas. La séparation du volet commercial et du volet développement du dossier est donc entériné par les pays africains. Elle se présente comme les éléments d'une stratégie, un pis-aller qui offre un répit aux petits paysans et qui intègre le fait que le volet commercial sera repris dès que le contexte international s'avérera plus propice. Mais le problème est que depuis la conférence de Cotonou, la coordination projetée entre le FMI, la Banque Mondiale et l'OCDE ne donne pas de perspectives de résolution du problème du coton, même dans son volet Développement.

#### **Impact de la décision du Groupe Spécial sur le coton dans les négociations ?**

On peut se demander dans quelle mesure la décision du Groupe Spécial de l'OMC a pu avoir une influence sur les négociations. En versant le coton dans les négociations sur l'agriculture, on organise la réduction ou l'élimination des subventions suivant un calendrier décalé qui ne tient pas compte des réalités et des motivations du contentieux. En déclarant les subventions américaines sur le coton illégales, le Groupe Spécial donne le point de départ à une procédure de compensation dont l'effet est de remédier, dans les meilleurs délais, à un préjudice dûment constaté. En revanche, le nouveau cadre sur l'agriculture est juste le point de départ d'une politique nouvelle dont on ne peut pas garantir des effets rétroactifs sur un préjudice grave et continu. Même si les pays africains ne sont que tierces parties dans ce différend, et ne peuvent pas



invoquer les mêmes droits que le Brésil qui est la partie principale, ils devraient pouvoir continuer à invoquer la nocivité des subventions sur le coton pour une raison juridique et pratique évidente : les négociations visent à condamner les subventions qui ont un effet de distorsion sur le commerce pour l'avenir alors que le Groupe Spécial a condamné les subventions sur le coton pour le passé, pour une période et dans des conditions qui couvrent la situation du coton africain. Ne serait-ce que de ce point de vue, la question du coton ne devait pas être versée dans l'agriculture.

### **Réactions mitigées dans les milieux africains**

Au Mali, premier producteur de coton en Afrique, l'accord de l'OMC sur le démantèlement progressif des subventions à l'agriculture des pays développés n'a pas suscité un grand enthousiasme. Mme Madeleine Ba Diallo, chargée du commerce extérieur au sein du ministère de l'Industrie et du commerce, a estimé que l'accord de Genève est un "accord global sur l'agriculture qui ne prend pas en compte les préoccupations des pays producteurs de coton". Ces pays "ont toujours demandé que le dossier coton fasse l'objet d'un traitement spécifique par l'élaboration d'un calendrier précis pour l'élimination des subventions et la mise en place d'un fonds de soutien à la filière coton", a-t-elle encore affirmé.

Même son de cloche chez Eric Hazard, chargé de programme à l'ONG Enda Tiers Monde qui a suivi ce dossier de bout en bout, "L'Afrique a encore été roulée dans la farine. Il n'y a aucune raison de noyer le coton dans l'agriculture sans garanties. Il y sera comme un sujet quelconque. C'est incontestablement le projet des Etats-Unis et de l'Union européenne qui est passé." a-t-il poursuivi. "Ceci doit d'ailleurs nous pousser à nous interroger sur notre stratégie de négociation. Nous avons manqué d'une part d'une stratégie de négociation cohérente qui nous laisse des solutions de repli, et d'autre part, l'unité et la cohérence des positions des PMA n'ont pas été effectives. Il faut ajouter à tout cela des pressions internes et externes sur les gouvernements et les négociateurs africains. Encore une fois, les intérêts

commerciaux sont passés devant les impératifs de développement." a-t-il conclu.

Les organisations de producteurs parlent quant à eux de déception et même de trahison. Le chargé des relations extérieures de l'Association des organisations professionnelles paysannes du Mali, M Ibrahima Coulibaly, par ailleurs membre du ROPPA, pense qu' "une fois encore nous nous sommes pliés. L'Afrique a reculé sur tout. Avec cette insertion du coton dans l'agriculture, c'est l'essence même de notre soumission qui a été perdue. C'est une situation qui évacue l'urgence de ce dossier et les promesses d'un traitement rapide et ambitieux n'y changeront rien". Pour lui, cette situation traduit une "trahison de nos gouvernements qui n'ont pas su résister aux pressions et manipulations comme à Cancun. Comme pour les OGM, ce sont les Etats-Unis qui tirent le ficelles et manipulent nos Etats en leur faisant miroiter une aide qu'ils n'auront jamais et ce au détriment des populations africaines".

Ses voisins du Bénin avancent aussi les mêmes positions. Jacques BONOU, Secrétaire Général de la fédération des Unions de producteurs du Bénin (FUPRO) affirme que "toutes nos revendications sont bloquées. On nous impose de suivre la même réglementation que tous les autres pays alors que nous sommes loin d'avoir les mêmes contraintes... Il est malheureux, déplorable de constater que les institutions de Bretton Woods qui disent lutter contre la pauvreté ferment les yeux sur ces mécanismes de l'OMC qui créent la pauvreté. Le cas du coton en est l'exemple. Mais, en toute chose malheur est bon. Maintenant, nul ne peut contester que les règles multilatérales nous desservent, nous n'avons d'autre choix que de chercher la solution à nos problèmes par nous-même..."

Sources: Notes ICTSD - AFP - Figaro - 24 Heures - Reuters - L'Intelligent

## SUR LE FIL

### **L'UE va vers une réforme de son Système de Préférences Généralisées – SPG**

Le 7 Juillet dernier, la Commission Européenne a rendu publique une proposition de réforme de son système de préférences commerciales en faveur des pays en développement.

[http://europa.eu.int/comm/trade/issues/global/gsp/pr070704\\_fr.htm](http://europa.eu.int/comm/trade/issues/global/gsp/pr070704_fr.htm).

Cette réforme propose un cadre pour les dix années à venir (2006-2015). La volonté de l'Union Européenne est d'aller au delà des réductions tarifaires qui pourraient être décidées dans le cadre de l'agenda de Doha, d'ouvrir ses frontières aux pays en développement exportateurs et de mieux leur assurer une intégration dans le système commercial international.

Récemment, l'Organe d'Appel de l'OMC a reprecisé les conditions d'octroi des préférences aux pays en développement. L'Organe d'Appel a estimé que les pays développés sont en principe autorisés à octroyer des tarifs différents aux produits originaires de différents bénéficiaires du SPG, à condition qu'un traitement identique soit disponible pour tous les bénéficiaires placés dans des conditions similaires. Un Membre de l'OMC qui désirerait octroyer des préférences tarifaires additionnelles dans le cadre de son schéma SPG devrait identifier, objectivement, les "besoins en développement" particuliers des pays en développement qui pourraient être spécifiquement traités.

C'est donc conscient de la nécessité de se conformer à ce cadre juridique reprecisé que l'Union met en place son nouveau Système de Préférences Généralisées (SPG). Il s'articule autour de quelques principes clés : Maintenir une offre tarifaire généreuse, Proposer un SPG plus simple et plus facile d'accès, Concentrer le SPG sur les pays qui en ont le plus besoin, Rendre la graduation plus

transparente et plus ciblée sur les principaux bénéficiaires, Améliorer les règles d'origine le SPG devrait concentrer ses effet sur les pays qui en ont le plus besoin, tels que les PMA et les autres pays en développement les plus vulnérables (les petites économies, les pays enclavés, les petites îles-Etat et les pays à bas revenus). Pour ce faire, il est nécessaire d'instaurer un système de graduation des pays/produits les plus compétitifs. Cela signifie que pour ces produits et pour ces pays, les préférences ne sont plus ni nécessaires ni justifiées. Mais ce système ne doit pas porter préjudice aux pays les plus faibles. Cependant, eu égard à l'esprit du système de la graduation, des dispositions devraient être prises, au niveau du système des Nations Unies, pour faciliter le retrait d'un pays de la liste des PMA si celui venait à atteindre un certain niveau de compétitivité.

La nouvelle réforme va considérablement simplifier le cadre préférentiel. Celui-ci est actuellement basé sur cinq piliers: le système général, le régime spécial pour la protection des droits sociaux, le régime spécial pour la protection de l'environnement, le régime spécial pour combattre la production et le trafic de drogues, le régime spécial pour les PMA - "tout sauf les armes", en faveur des 50 pays les plus pauvres. Le nouveau va s'appuyer sur trois piliers : une disposition générale, le régime "Tout sauf les armes" qui accorde un accès libre de droit de douane et de quota au marché de l'UE aux 50 pays les plus pauvres ; et un nouveau SPG + donnant des préférences tarifaires aux pays avec les besoins particuliers de développement.

Le nouveau SPG doit durer dix ans, jusqu'en 2015. Une évaluation détaillé devrait se faire tous les trois ans pour apporter les améliorations nécessaires et tenir compte de l'évolution des négociations commerciales.

Sources. Notes ICTSD, [www.europa.eu.int](http://www.europa.eu.int)

---

**L'AGOA III officiellement lancée, les PMA bénéficient du " Third Country Fabric " pour trois ans encore**

---

Après avoir été adoptée par les membres de la Chambre des représentants et du sénat américain, où elle a été déposée en décembre 2003, l'AGOA III a été officiellement prorogée par le Président américain Georges W Bush. La phase III de l'AGOA prolonge les opportunités offertes par cette loi jusqu'en 2015. Les arguments mis en avant par les différents acteurs en faveur de son extension se sont fondés sur certaines évaluations des phases I et II qui auraient montré que ladite loi a su donner aux entreprises américaines une plus grande confiance dans le climat des investissements en Afrique et a encouragé les pays africains à réformer leur économie et leur mode de gouvernance afin de profiter des possibilités offertes.

La signature de cette troisième phase apparaît comme un grand soulagement pour les pays bénéficiaires de l'AGOA, en particulier ceux qui avaient réussi à saisir les opportunités offertes par cette loi pour exporter en franchise de taxes et de quota sur le marché américain et à bâtir une industrie textile relativement performante. L'une des dispositions de l'AGOA qui fixe pour les PMA les conditions d'utilisation de tissu ou fil non américain devant entrer dans la fabrication de vêtements destinés au marché américain, le " Third Country Fabric " était en effet prévu pour expirer en septembre 2004.

L'extinction de cette flexibilité aurait certainement été fatale aux industries de nombreux PMA qui, ces dernières années, ont attiré beaucoup d'investissements dans les secteurs textiles et habillement. En la prolongeant jusqu'en 2007, l'AGOA offre aux PMA qui n'ont pas encore tiré profit de la loi une seconde chance pour développer leur capacité à exporter sur le marché américain. Selon les statistiques avancées par le gouvernement américain, plus de 150 000 emplois auraient été créés à Madagascar, au Mozambique, au Lesotho et au Sénégal entre autres. A l'opposé

de ceux-ci, un pays comme l'Ile Maurice qui compte beaucoup sur l'AGOA tout en ne bénéficiant pas du statut de " third country fabric " pourrait être confronté au risque de voir les entreprises asiatiques qui sont installées sur son territoire repartir vers des régions où les coûts de production sont plus avantageux. A ces défis viendrait s'ajouter, comme pour les autres, celui que posera l'arrivée de la chine sur le marché mondial du textile du fait de la suppression des contingents.

Dès son entrée en vigueur en 2000, l'AGOA a eu pour objectif de supprimer tous les contingents applicables aux textiles et aux vêtements en provenance d'Afrique subsaharienne et d'élargir l'accès en franchise de douane et sans contingent au marché américain pour les vêtements fabriqués en Afrique subsaharienne à l'aide de fils et de tissus qui n'existent pas aux États-Unis. Elle étend, en outre, le traitement en franchise de douane et sans contingent aux vêtements faits en Afrique avec du cachemire et certaines laines mérinos, ainsi qu'aux vêtements fabriqués en Afrique avec de la soie, du velours, du lin et d'autres tissus qui ne sont pas produits en quantités commerciales aux États-Unis.

Outre le volet textile, l'Agoa III, à travers de nouvelles provisions introduites dans la loi, étend aussi le partenariat commercial avec les Etats-Unis à divers autres domaines tels que l'assistance technique pour le développement de l'écotourisme, des infrastructures aéroportuaires, portuaires et des routes; l'assistance agricole notamment la gestion de l'utilisation des produits phytosanitaires pour la santé alimentaire et surtout le développement des relations entre les acteurs du commerce pour une croissance des échanges avec l'Afrique. C'est au total quelque 6400 produits fabriqués dans 37 pays africains qui bénéficient des avantages de l'AGOA.

**Bilan de l'AGOA**

Promulguée en mai 2000, la première loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique ouvre certains secteurs du marché américain aux produits des pays africains qui adoptent des réformes économiques axées sur

l'économie de marché. Depuis, l'AGOA a entraîné des investissements atteignant plus de 340 millions de dollars et créé des milliers d'emplois. Mais sur les 37 pays éligibles, moins d'une dizaine joue un rôle commercial significatif dans le cadre des échanges régis par l'AGOA. Certes, les exportations africaines durant le premier semestre de l'année 2001 ont atteint les 3 milliards de dollars. Mais ce sont essentiellement les pays producteurs et exportateurs de produits énergétiques et miniers qui en ont tiré profit. Le Nigeria se taille la part du lion avec des recettes s'élevant à 2,3 milliards, suivi du Gabon avec ses 448, 5 millions de dollars, de l'Afrique du sud avec 135 millions, du Ghana, 18,9 millions, du Cameroun 16,2 millions et du Kenya avec 16 millions. Les exportations de pétrole arrivent loin devant les textiles, pourtant favorisés par l'AGOA. La plupart des pays africains éligibles rencontrent de grandes difficultés à se conformer aux normes de l'AGOA. Si pour certains, les contraintes sont d'ordre politique (absence de démocratie, problèmes de respect des droits de l'Homme etc.) pour d'autres par contre, ce sont les normes de qualité exigées par l'AGOA qui constituent des entraves à l'entrée de leurs produits sur le marché américain.

L'AGOA est entré en vigueur le 18 mai 2000. Elle autorise le président américain à désigner des pays susceptibles de bénéficier des opportunités d'exportation offertes par l'ouverture du marché américain à certains produits africains en franchise de taxes et de quotas. Pour être éligible, un pays doit en principe instaurer une économie de marché, un Etat de droit et une démocratie plurielle, éliminer les entraves à l'investissement américain, protéger la propriété intellectuelle, combattre la corruption, bannir certaines formes de travail des enfants etc.

Quelque 37 pays sont éligibles de bénéficier de tarifs préférentiels aux termes de l'AGOA. Ils sont : Angola, Bénin, Botswana, Cameroun, Cap-Vert, Tchad, République du Congo, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi,

Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Rwanda, Sao Tome et Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, l'Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie, Uganda et Zambie.

---

### **UE/ACP : La SADC entame ses négociations avec l'Union Européenne en vue d'un APE**

Le 8 Juillet dernier, l'UE et la Communauté Pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC), composée de l'Angola, du Botswana, du Lesotho, de la Mozambique, de la Namibie, du Swaziland et de la Tanzanie, ont lancé des négociations sur le commerce et le développement à Windhoek, en Namibie. Cette rencontre est la cinquième d'une série d'Accords de Partenariat Economique (EPA) négociés entre l'UE et les pays d'Afrique, Caraïbes, Pacifiques (ACP) sur la base de l'accord de Cotonou signé en 2000.

Prenant la parole à l'ouverture des discussions, le secrétaire exécutif de la SADC, Prega Ramsamy, a réitéré la position de la plupart des groupements régionaux ACP, en notant que les négociations sur les APE devraient renforcer l'intégration régionale dans leur région respective. " Les APE devraient renforcer notre processus de développement et, en particulier, nous aider pour mettre en œuvre des stratégies appropriées pour traiter les problèmes du sous-développement et de la pauvreté dans une optique de développement durable, " a-t-il déclaré. La SADC a fait part de ses préoccupations en ce qui concerne certains secteurs de négociation tels que les normes sanitaires et phytosanitaires de l'UE et les règles d'origine. Elle a aussi exprimé des inquiétudes sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) de l'Union qui pourrait remettre en cause les préférences commerciales traditionnelles très appréciées par les exportateurs de la région.

Le lancement des discussions sur les APE va être suivi d'une première session de négociation durant laquelle les deux parties vont discuter d'une feuille

de route déterminant clairement l'agenda à venir. L'accord de Cotonou fournit le cadre pour la négociation de nouveaux arrangements commerciaux réciproques entre l'UE et les pays ACP, et compatibles avec le droit de l'OMC. Les APE visent la suppression progressive de la pauvreté, l'instauration d'un développement durable et la facilitation de l'intégration des pays ACP dans l'économie mondiale. Les APE vont entrer en vigueur en 2008 pour une durée allant jusqu' en 2020.

## EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

### Evènements à L'OMC

25-30 Juillet, Trondheim, Norway: XI Congrès Mondial de Sociologie rurale. Mark Shucksmith, ESRS, tel: +44-1224-273-901; fax: +44-1224-273-902; e-mail: [IRSA@abdn.ac.uk](mailto:IRSA@abdn.ac.uk); Internet: <http://www.irsa-world.org/XI/>

10 août , Arusha, Tanzanie, Symposium mondial sur Genre et Foresterie, Contact: Merete Furuberg, Hedmark University College, Evenstad, 2480 Koppang, Norway , Téléphone: 47-90-163092 , Fax: 47-62-945753, Email: [merete.furuberg@hedmark-f.kommune.no](mailto:merete.furuberg@hedmark-f.kommune.no), Web Site: [http://www.cifor.cgiar.org/docs/\\_ref/publications/newsonline/35/event.htm](http://www.cifor.cgiar.org/docs/_ref/publications/newsonline/35/event.htm)

2- 7 août , Pamplona, Espagne, Atelier sur la Justice Internationale : Avantage pour les Pays en voie de développement. Contact: Dr. Doris Schroedere-mail [dschroeder@uclan.ac.uk](mailto:dschroeder@uclan.ac.uk), website <http://www.scidev.net/events/index.cfm?fuseaction=readevents&item...> <http://issei2004.haifa.ac.il/Schroeder,%20Doris.htm>)

Du 16 au 20 août 2004, Pretoria, Afrique du Sud, Agricultural Input Regulatory Systems , Organisation(s): IFDC,(Contact: tel. 256-381-6600, fax 256-381-7408, e-mail [hrd@ifdc.org](mailto:hrd@ifdc.org), website <http://www.ifdc.org>)

## PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : [taoufik@enda.sn](mailto:taoufik@enda.sn)

### En français

Accords de Partenariat Économique - Note de Synthèse Les négociations commerciales UE-ACP après l'accord de Cotonou. De CTA Agritrade, 2003. A consulter :[http://agritrade.cta.int/postcotonou/executive\\_brief\\_fr.htm](http://agritrade.cta.int/postcotonou/executive_brief_fr.htm)

Banque Africaine de développement (BAD) ; Rapport sur le développement en Afrique 2004 : l'Afrique dans les échanges mondiaux. <http://www.eyrolles.com/Entreprise/Livre/9782717848397/livre-rapport-sur-le-developpement-en-afrique-2004.php>

Gérard Marie Henry, " 100 questions sur la Mondialisation ", Vuibert 2004, 190 pages.  
<http://www.eyrolles.com/Entreprise/Livre/9782844723116/livre-100-questions-sur-la-mondialisation.php>

Nasser Mansouri-Guilani ; " La mondialisation à l'usage des citoyens ", Les éditions l'atelier, 2004, 414 pages. S'appuyant sur plusieurs années de travail, de recherche, d'échanges et de dialogue avec chercheurs, universitaires, militants politiques et syndicaux en France et à l'étranger, l'auteur propose de répondre à ces questions dans un langage accessible. Il illustre les mécanismes actuels de la mondialisation à l'aide de nombreux exemples et d'études de cas. Ces clés de compréhension apportent des outils indispensables à tout citoyen pour participer activement à la construction d'une alternative, fondée sur la coopération et la solidarité, et non sur une guerre économique sans fin.  
<http://www.eyrolles.com/Entreprise/Livre/9782708237391/livre-la-mondialisation-a-l-usage-des-citoyens.php>

**OCDE** ; Perspectives agricoles de l'Ocde 2004 - 2013 présente une évaluation des tendances et perspectives qui marqueront à moyen terme les principaux marchés des produits agricoles des pays Membres de l'OCDE . Il se place dans le contexte d'une économie mondiale sur la voie du redressement, dans laquelle les politiques agricoles des pays de l'OCDE sont sensibles aux changements qui affectent l'Union européenne, que ce soit la réforme de la PAC en 2003 ou l'élargissement de l'Union, ainsi qu'aux différentes mesures prises au titre de la Loi agricole des États-Unis de 2002.  
[http://www.oecd.org/document/42/0,2340,fr\\_2649\\_201185\\_32034794\\_119660\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/42/0,2340,fr_2649_201185_32034794_119660_1_1_1,00.html)

Olivier Blin, " l'organisation mondiale du commerce ", Ellipse 2004, 123 pages. Comment concevoir une mondialisation plus équilibrée et plus équitablement partagée ? Quels sont les dossiers à l'ordre du jour du Cycle du développement lancé en février ? Pourquoi l'OMC est-elle parfois qualifiée de "juridiction mondiale

des échanges" ? Quelles sont les pistes de réforme du fonctionnement 3 de l'OMC actuellement à l'étude ? Voici quelques-unes des questions abordées dans la deuxième édition refondue de cet ouvrage consacré à une approche juridique de l'OMC, permettant de s'interroger plus largement sur les enjeux de la mondialisation et de la gouvernance mondiale  
<http://www.eyrolles.com/Entreprise/Livre/9782729819002/livre-l-organisation-mondiale-du-commerce.php>

Rainelli Michel, " l'Organisation mondiale du commerce ", La découverte 2004. L'auteur de ce livre analyse les causes des difficultés rencontrées par le GATT et les résultats des négociations de l'Uruguay Round qui ont donné naissance à l'OMC. Il présente les règles de fonctionnement et les structures de l'OMC, et montre que les nouvelles institutions ne garantissent pas l'adoption du libre-échange aujourd'hui.  
<http://www.eyrolles.com/Entreprise/Livre/9782707142238/livre-l-organisation-mondiale-du-commerce.php>

## En anglais

**A HANDBOOK ON THE WTO DISPUTE SETTLEMENT SYSTEM**, ce guide a été élaboré par le Secrétariat de l'OMC pour expliquer les pratiques qui sont apparues dans le cadre du fonctionnement du système de règlement des différends de l'OMC depuis son entrée en vigueur le 1er janvier 1995. Son contenu détaillé sera utile aux spécialistes ainsi qu'à ceux qui souhaitent acquérir une connaissance de base du système de règlement des différends.  
[https://secure.vtx.ch/shop/boutiques/wto\\_index\\_boutique.asp?language=F](https://secure.vtx.ch/shop/boutiques/wto_index_boutique.asp?language=F)

**A HANDBOOK OF ANTI-DUMPING INVESTIGATIONS** , Ce manuel unique élaboré par des spécialistes du Secrétariat de l'OMC couvre les principales questions qui se posent lors des enquêtes antidumping comme elles sont incorporées dans les dispositions pertinentes de l'OMC. Il fournit des explications qui aident à



mieux comprendre les subtilités des procédures antidumping. Ce livre intéressera tous ceux qui travaillent avec les questions antidumping et les questions connexes dans le cadre du commerce international.

[https://secure.vtx.ch/shop/boutiques/wto\\_index\\_boutique.asp?language=F](https://secure.vtx.ch/shop/boutiques/wto_index_boutique.asp?language=F)

**INVESTMENT AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT: A GUIDE TO THE USE AND POTENTIAL OF INTERNATIONAL INVESTMENT AGREEMENTS.**

By the International Institute for Sustainable Development (June 2004). This new book offers an overview of the features, as well as some of the shortcomings, of international investment agreements. It argues that the agreements should be designed so as to promote sustainable development through foreign investment. Copies are available in PDF-form for free download at

<http://www.iisd.org/publications/publication.asp?pn=627>

**THE WTO AND THE MULTILATERAL TRADING SYSTEM: PAST, PRESENT AND FUTURE.**

By Bhagirath Lal Das (Zed Books, May 2004). This book charts the evolution of the multilateral trading system and explores the future outlook for the World Trade Organisation (WTO). Bhagirath Lal argues that GATT/WTO has traditionally been used by the major industrial nations to pursue their own economic and political interests, at the expense of Third World development. This book also traces the links between these deficiencies and the WTO's decision-making processes, which is seen to be dominated by developed country members. For further information see:

<http://zedweb.cybergecko.net/cgi-raw/a.cgi?1%2084277%20480%208>

**TOWARDS A FAIR DEAL FOR MIGRANT WORKERS IN THE GLOBAL ECONOMY.**

By the International Labour Office (ILO, June 2004). In practically every region, the rising mobility of people in their search for decent work and human security has been commanding the attention of policy-makers. The issue has prompted

dialogues on how to improve multilateral cooperation to better manage the flows, in the interest of protecting human rights, maximising migration's contribution to growth and development, and preventing clandestine flows and trafficking. This report has been prepared with these issues in mind. It links the ILO's concerns with other recent initiatives in the field, incorporates new research and data, and synthesises the lessons that can be drawn from the experience of both origin and host countries in seeking to manage migration to improve the treatment and conditions of migrant workers and members of their families. For further information and to access the report, see <http://www.ilo.org/public/english/standards/relm/ilc/ilc92/pdf/rep-vi.pdf>

**"Dirty Tariffication Revisited: The EU and Sugar".**

By Alan Swinbank in the **ESTEY CENTRE JOURNAL OF INTERNATIONAL TRADE LAW AND POLICY**, Vol. 5, Nr 1 (2004). Some commentators have claimed that a number of countries, including the EU, engaged in "dirty tariffication" during the Uruguay Round of trade talks. This article examines the EU's record on sugar and finds little evidence to substantiate the claim. However, world prices increased between the base period (1986-88) and the date of implementation (1995), and so tariffication resulted in an increase in the tax that would have been charged on sugar imports into the EU. As well, the Special Safeguard provisions meant that a substantial additional levy could be charged. To access the report, see <http://www.esteyjournal.com>

**HOW TO LOBBY AT INTERGOVERNMENTAL MEETINGS.**

By Felix Dodds and Michael Strauss (Earthscan, March 2004). Organisations spend considerable resources taking staff to international meetings, often without understanding how these meetings work. This book is a unique guide on how to participate and be heard at intergovernmental meetings, whether as a stakeholder or a government official. It contains a wealth of essential reference material including tips for navigating the intergovernmental hot spots of New



York and Geneva, lists of UN commissions, conferences and permanent missions, contact details of key international organisations, NGOs and stakeholder groups and useful web addresses. For further information see <http://www.earthscan.co.uk/asp/bookdetails.asp?key=4063>

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD ([http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/index.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm))

*PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : **Cheikh Tidiane DIEYE** et **El Hadji Abdourahmane DIOUF**

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDCS)